

# PRÉSENTISME ET ACCÉLÉRATION

## XVIII<sup>e</sup>–XXI<sup>e</sup> siècles

Jeudi 12 juin 2014

### I. PROGRAMME

- 10h00 Yohan ARIFFIN : « Changements climatiques : quels effets sur le rapport entre l'espace d'expérience et l'horizon d'attente ? »
- 11h15 François ALLISSON : « Retour 'Vers un meilleur futur', autour de Tugan-Baranovsky »
- 12h30-13h45 Déjeuner
- 13h45 Biancamaria FONTANA : « De Staël et le temps accéléré de la révolution »
- 15h00 Dimitri ANDRONICOS : « Le *présentisme* à l'aune de la méditation augustinienne sur le temps »
- 16h15 Antoine CHOLLET : « Présentisme et accélération dans les démocraties »
- 17h30 Conclusions

### II. ARGUMENT

On assiste depuis quelque temps à un retour du thème de l'accélération, à la fois dans les travaux académiques<sup>1</sup> et dans le discours politique des partis européens de gauche/centre-gauche : nécessité de faire vite, urgence des réformes, incitation à suivre le rythme de plus en plus rapide des changements économiques et sociaux. Cela s'accompagne souvent de métaphores mécaniques de « redémarrage », « *start up* », « nouvelle impulsion » pour des structures (politique ou économiques) qui semblent inertielles ou statiques. Tout à l'inverse, les mouvements de contestation qui se situent hors de la gauche institutionnelle reviennent parfois à un langage de la lenteur dans toutes ses variantes : des solutions *slow/green* en économie ou en agriculture à l'opposition aux projets de TGV<sup>2</sup>...

Cette demande de « vitesse » dans l'action politique ne s'accompagne pas cependant d'une exaltation de la vitesse comme marque de la modernité (qu'on trouvait par exemple dans la rhétorique futuriste des années 1920) : cette vitesse n'est pas assumée, mais plutôt subie comme un phénomène externe ayant l'allure d'une catastrophe naturelle. Diffusée à l'échelle mondiale, elle apparaît comme le produit de forces exogènes opaques (marchés mondiaux, spéculation financière, etc.), auxquelles on s'adapte sans en maîtriser la nature.

Jusqu'aux années 1960-70 l'idéologie du progrès, qui caractérisait les politiques de réforme, visait encore un modèle de société à atteindre dans le futur, par définition plus désirable que le présent : société plus juste, plus ouverte, en mesure d'offrir des opportunités accrues et un niveau de vie plus satisfaisant. À l'inverse, l'accélération moderne ne semble pas impliquer une perspective de progrès, ni indiquer un point

---

<sup>1</sup> Pour ne mentionner que quelques références récentes : William SCHEUERMANN, *Liberal Democracy and the Social Acceleration of Time*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2004 ; Hartmut ROSA, *Beschleunigung. Die Veränderung der Zeitstrukturen in der Moderne*, Francfort, Suhrkamp, 2005 ; Alexandre ESCUDIER, « Le sentiment d'accélération de l'histoire moderne : éléments pour une histoire », *Esprit*, 6, 2008, pp. 165-191 ; Hartmut ROSA, William E. SCHEUERMANN, *High-Speed Society, Social Acceleration, Power, and Modernity*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 2009.

<sup>2</sup> ANONYME, *Relève provisoire de nos griefs contre le despotisme de la vitesse à l'occasion de l'extension des lignes du TGV*, Paris, Éditions de l'encyclopédie des nuisances, 1998.

d'arrivée désirable : l'adaptation des institutions existantes (par exemple de l'État social) à une population emportée par une mutation rapide et permanente, et dont le statut même de citoyenneté est fluide, n'arrive simplement pas à se coaguler dans un nouveau modèle de société. Cette incapacité de penser le futur réduit les politiques de la gauche à des stratégies précaires, dans un présent qui s'éternise et dont on ne voit pas la sortie. Le problème ne se limite évidemment pas à la gauche, mais, dans ce contexte, les projets de conservation, voire de retour au passé, bénéficient d'une meilleure définition, car leurs partisans savent, ou croient savoir, ce qu'ils souhaitent conserver ou ce vers quoi ils souhaitent revenir. Quant aux projets révolutionnaires, ils deviennent difficiles à imaginer en l'absence d'une théorie du changement et d'un point d'aboutissement idéal.

### Qu'est devenu le présent ?

Derrière ces transformations du « régime d'historicité » contemporain<sup>3</sup> se pose la question du *présent politique* et de sa définition. C'est celle-ci que nous souhaiterions interroger lors de cette journée d'étude, à partir de perspectives différentes, à la fois théoriques, politiques et historiques. Cette question en ouvre quantité d'autres, concernant la nature du passé et du futur et les rapports qu'une société peut établir avec eux, ou la possibilité d'une action politique autonome dans le présent.

L'idée que les institutions politiques, rétives au changement, doivent s'adapter à la dynamique du système économique est évidemment loin d'être une nouveauté. Elle domine en fait la mise en place des différentes formes de gouvernement représentatif à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. La différence est que l'idéal de « *commercial society* » inauguré par Adam Smith promettait, quoique de façon assez vague, un modèle de société en mesure de satisfaire les intérêts et les aspirations de la majorité de la population. À travers le temps, les politiques libérales, et plus généralement les politiques progressistes, ont montré leur dépendance vis-à-vis de cette vision. Rétrospectivement, on en vient à se demander si, en s'épuisant, elle a jamais été remplacée par des alternatives crédibles.

Aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, l'accélération de l'histoire a très largement été associée à l'idée de révolution, qu'il s'agisse des relectures des révolutions du passé (et, singulièrement, de la Révolution française) ou de l'anticipation de la révolution à venir. On savait bien alors que les révolutionnaires « coupaient en deux leur destinée », pour reprendre le mot de Tocqueville, et que le temps d'après ne serait plus le même, l'histoire succédant à la préhistoire (comme chez Marx par exemple), ou le temps linéaire, « homogène et vide » du progrès, étant interrompu par l'événement révolutionnaire, et remplacé par un autre, plus condensé (c'est la notion étrange du *historische Zeitraffer* chez Walter Benjamin).

La perception d'une accélération du temps conduit à de nombreuses conséquences politiques concrètes. L'une d'entre elles est l'affirmation du caractère inadéquat des systèmes parlementaires, incapables d'assurer les décisions rapides qui sont exigées par la situation politique contemporaine. Cela porte à deux développements symétriques : d'une part le renforcement du rôle de l'exécutif, et d'autre part une reviviscence de formes de « démocratie participative » qui visent à exclure les partis politiques (perçus comme des instruments statiques) et à supprimer toute médiation entre les citoyens et les décisions politiques. Une autre conséquence est l'obsolescence quasi immédiate de tout exemple passé, et le déni de toute effectivité du passé sur le présent. Comme l'écrivait Tocqueville en 1840, « le passé n'éclairant plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres »<sup>4</sup>. À cette obsolescence répond, contrairement à ce que l'on observe dans les grands discours progressistes, l'obscurité du futur, son imprévisibilité, et l'impossibilité de régler quelque action politique que ce soit sur lui, quand il n'est pas ramené à la certitude d'une catastrophe à venir<sup>5</sup>, apparente inversion de la figure précédente bien qu'elle produise des effets politiques étrangement similaires.

<sup>3</sup> François HARTOG, *Régimes d'historicité, présentisme et expériences du temps*, Paris, Le Seuil, 2003.

<sup>4</sup> Alexis DE TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique II*, IV, VIII, Paris, Gallimard (Bibliothèque de la Pléiade), 1992, p. 850.

<sup>5</sup> Günther ANDERS, *Endzeit und Zeitende, Gedanken über die atomare Situation*, Munich, Beck, 1972.